

Art. 43. De ministers tot wiens bevoegdheden de ontsluiting van steenberg en de ruimtelijke ordening behoren, zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 juli 1993.

De Voorzitter van de Regering,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAEELS

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LÜTGEN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTÈRE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 93 — 2566

20 JUILLET 1993. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté royal du 18 août 1986 relatif à la prévention de la pollution atmosphérique engendrée par les nouvelles grandes installations de combustion

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la directive du Conseil 88/609/CEE du 24 novembre 1988 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des grandes installations de combustion; que le respect dû au droit communautaire implique que ladite directive soit intégralement transposée;

Vu la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique;

Vu l'arrêté royal du 18 août 1986 relatif à la prévention de la pollution atmosphérique engendrée par les nouvelles grandes installations de combustion tel que modifié par l'arrêté royal du 17 novembre 1987;

Vu l'avis du Conseil de l'Environnement de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre chargé du Logement, de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et de la Politique de l'Eau,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er}, de l'arrêté royal du 18 août 1986 relatif à la prévention de la pollution atmosphérique engendrée par les nouvelles grandes installations de combustion, sont apportées les modifications suivantes :

1^o le 1^o est remplacé par la disposition suivante :

« 1^o Installation de combustion : tout dispositif technique destiné à la production d'énergie, dans lequel, quel que soit le type de combustible utilisé, des produits combustibles sont oxydés en vue d'utiliser la chaleur ainsi produite. »;

2^o un 1^o*bis* rédigé comme suit est inséré :

« 1^o*bis* Nouvelle installation de combustion : toute installation de combustion pour laquelle un permis d'environnement requis en vertu de l'ordonnance du 30 juillet 1992 a été demandé après l'entrée en vigueur du présent arrêté. »;

3^o le 4^o est remplacé par la disposition suivante :

« 4^o Valeur limite d'émission : la concentration et/ou la masse de substances polluantes à ne pas dépasser pendant une période déterminée. ».

Art. 2. L'alinéa 2 de l'article 2, § 1^{er}, du même arrêté est remplacé par les alinéas suivants :

« Le présent arrêté ne s'applique pas :

1^o aux moteurs à combustion interne ou à explosion;

2^o aux turbines à gaz;

3^o aux procédés de combustion faisant partie intégrante d'un processus chimique ou métallurgique;

4^o aux installations de combustions destinées à sécher ou à traiter les objets ou matériaux par contact direct avec les gaz de combustion;

5^o les installations de postcombustion;

6^o aux dispositifs de régénération des catalyseurs de craquage catalytique;

7^o aux dispositifs de conversion de l'hydrogène sulfuré en soufre;

8^o aux réacteurs utilisés dans l'industrie chimique;

9^o aux fours à coke;

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 93 — 2566

20 JULI 1993. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 augustus 1986 betreffende het voorkomen van luchtverontreiniging veroorzaakt door nieuwe grote stookinstallaties

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de richtlijn van de Raad 88/609/EEG van 24 november 1988 inzake beperking van de emissies van bepaalde verontreinigende stoffen in de lucht door grote stookinstallaties; dat het naleven van het gemeenschapsrecht impliceert dat de bovengenoemde richtlijn volledig zou worden omgezet;

Gelet op de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 augustus 1986 betreffende het voorkomen van luchtverontreiniging veroorzaakt door nieuwe grote stookinstallaties, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 november 1987;

Gelet op het advies van de Raad voor het Leefmilieu voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud en Waterbeleid behoort,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1, van het koninklijk besluit van 18 augustus 1986 betreffende het voorkomen van luchtverontreiniging veroorzaakt door nieuwe grote stookinstallaties, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o het punt 1^o wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1^o Stookinstallatie : elk technisch toestel, bestemd voor de opwekking van energie, waarin, ongeacht de gebruikte brandstof, brandstoffen worden geoxydeerd teneinde de aldus opgewekte warmte te gebruiken. »;

2^o een 1^o*bis* wordt ingevoerd, luidend als volgt :

« 1^o*bis* Nieuwe stookinstallatie : elke stookinstallatie waarvoor een milieuvergunning, vereist krachtens de ordonnantie van 30 juli 1992, werd gevraagd, na het van kracht worden van dit besluit. »;

3^o het punt 4^o wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 4^o Emissiegrenswaarde : concentratie en/of massa van verontreinigende stoffen die niet mag worden overschreden gedurende een bepaalde periode. ».

Art. 2. Artikel 2, § 1, tweede lid, van hetzelfde besluit, wordt vervangen door de volgende leden :

« Uitgesloten van de toepassing van dit besluit zijn :

1^o de verbrandings- en ontplofingsmotoren;

2^o de gasturbines;

3^o de verbrandingsprocedures die een integrerend deel uitmaken van een chemisch of metallurgisch proces;

4^o de stookinstallaties die bestemd zijn om voorwerpen of materialen te drogen of te behandelen door middel van rechtstreeks contact met verbrandingsgas;

5^o de naverbrandingsinstallaties;

6^o de installaties voor het regenereren van katalysatoren voor het katalytisch kraakproces;

7^o de installaties om zwavelwaterstof om te zetten in zwavel;

8^o de in de chemische industrie gebruikte reactoren;

9^o de cokesbatterijovens;

10° aux cowpers des hauts fourneaux;

11° aux installations entraînées par des moteurs Diesel, à essence ou à gaz, ou bien par des turbines à gaz, indépendamment du combustible utilisé. »

Par installation de postcombustion, il faut entendre tout dispositif utilisé pour l'épuration des gaz résiduels par combustion et qui n'est pas exploité comme installation de combustion autonome. »

Art. 3. Dans les articles 3, §§ 1^{er} et 2, 4, §§ 1^{er} et 2, 5, §§ 1^{er} et 2 du même arrêté, le mot « Annexe » est remplacé par les mots « Annexe I ». ».

Art. 4. Dans les articles 3, § 2, 4, § 2, 5, § 2, du même arrêté, les mots « l'autorisation d'exploitation est délivrée » sont remplacés par les mots « le permis d'environnement est délivré ».

Art. 5. L'article 7, du même arrêté, est complété par l'alinéa suivant :

« Dans les installations de combustion équipées d'un foyer mixte qui utilisent les résidus de distillation et de conversion du raffinage du pétrole brut, seuls ou avec d'autres combustibles, pour leur consommation propre, les dispositions relatives au combustible ayant la valeur limite d'émission la plus élevée (combustible déterminant) sont d'application si, pendant le fonctionnement de l'installation, la proportion de chaleur fournie par ce combustible est d'au moins 50 % par rapport à la somme des puissances thermiques fournies par tous les combustibles.

Si la proportion de combustible déterminant est inférieure à 50 %, la valeur limite d'émission est déterminée proportionnellement à la chaleur fournie par chacun des combustibles eu égard à la somme des puissances thermiques fournies par tous les combustibles. »

Art. 6. L'article 12, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« Les fonctionnaires et agents de l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement sont chargés de la surveillance périodique des émissions des installations de combustion. Les mesures sont prises conformément aux méthodes visées à l'annexe II du présent arrêté.

Les méthodes et appareils de mesure utilisés pour déterminer les concentrations de dioxyde de soufre, de poussières, d'oxydes d'azote et d'oxygène ainsi que les autres valeurs nécessaires à la surveillance de la mise en œuvre du présent arrêté, tout comme les appareils utilisés pour l'évaluation des résultats, doivent correspondre à la meilleure technologie industrielle de mesure et fournir des résultats reproductibles et comparables. »

Art. 7. Dans le même arrêté :

1° l'annexe devient l'Annexe I intitulée « Annexe I : Valeurs limites d'émission ».

2° Le tableau A de cette annexe I est remplacé par les textes ci-après :

« Combustibles solides en général »

mg/m ³	Poussières	SO ₂	NO _x
50-100 MW	50	2 000	650
100-300 MW	50	1 200	650
> 300 MW	50	400	650

« Combustibles solides, d'une teneur en éléments volatils inférieurs à 10 % »

mg/m ³	Poussières	SO ₂	NO _x
50-100 MW	50	2 000	800
100-300 MW	50	1 200	800
> 300 MW	50	400	650 »

3° Cette même annexe est complétée par la disposition suivante :

« Lorsque la puissance d'une installation de combustion est augmentée d'au moins 50 MW, la valeur limite d'émission applicable à la nouvelle partie de l'installation déterminée en fonction de la puissance thermique de l'ensemble de l'installation ».

Art. 8. L'arrêté du 18 août 1986 est complété par l'annexe suivante :

« Annexe II : Méthode de mesure des émissions.

Modalités de mesure d'évaluation des émissions provenant des installations nouvelles :

1° La mesure des concentrations de dioxyde de soufre (SO₂), de poussières, d'oxyde d'azote (NO_x) et d'oxygène s'effectue en continu pour les installations nouvelles d'une puissance thermique nominale supérieure à 300 MW. Toutefois, la surveillance du SO₂ et des poussières peut être limitée à des mesures discontinues ou à d'autres

10° de windverhitters van hoogovens;

11° de installaties die worden aangedreven door diesel-, benzine- en gasmotoren dan wel door gasturbines, ongeacht de gebruikte brandstof. »

Onder naverbrandingsinstallatie wordt verstaan : de voorzieningen voor de zuivering van rookgassen door verbranding en die niet als autonome stookinstallatie wordt geëxploiteerd. ».

Art. 3. In de artikelen 3, §§ 1 en 2, 4, §§ 1 en 2, 5, §§ 1 en 2, van hetzelfde besluit wordt het woord « Bijlage » vervangen door de woorden « Bijlage I ». ».

Art. 4. In de artikelen 3, § 2, 4, § 2, 5, § 2, van hetzelfde besluit worden de woorden « de uitbatingsvergunning » vervangen door de woorden « de milieuvergunning ».

Art. 5. Artikel 7, van hetzelfde besluit, wordt aangevuld met het volgende lid :

« In gemengde stookinstallaties die distillatie- en omzettingresiduen afkomstig van het raffineren van ruwe aardolie, alleen of in combinatie met andere brandstoffen, zelf verbruiken, zijn de voorschriften inzake de brandstof met de hoogste emissiegrenswaarde (bepalende brandstof) onverminderd van toepassing, indien tijdens de werking van de installatie, het aandeel van de door deze brandstof geleverde warmte ten minste 50 % bedraagt van de warmte geleverd door alle brandstoffen te zamen.

Indien het aandeel van de bepalende brandstof kleiner dan 50 % is, wordt de emissiegrenswaarde bepaald naar rato van de door elke brandstof geleverde warmte en gelet op de warmte geleverd door alle brandstoffen. »

Art. 6. Artikel 12, van hetzelfde besluit, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De ambtenaren en beambten van het Brusselse Instituut voor Milieubeheer worden belast met de periodieke controle op de emissies van de stookinstallaties. De metingen worden uitgevoerd overeenkomstig de in bijlage II van dit besluit beoogde methoden.

De meetmethoden en apparaten die worden gebruikt voor de bepaling van de zwaveldioxyde, stof, stikstofoxyden- en zuurstofconcentraties alsmede van de overige waarden die door het toezicht op de tenuitvoerlegging van dit besluit noodzakelijk zijn, alsmede de voor de beoordeling van de resultaten gebruikte apparatuur, moeten in overeenstemming zijn met de beste industriële meettechnologie en reproduceerbare en vergelijkbare resultaten opleveren. »

Art. 7. In hetzelfde besluit :

1° de bijlage wordt de Bijlage I, genoemd « Bijlage I : Emissiegrenswaarden ».

2° Tabel A van deze bijlage I wordt vervangen door de hierna volgende teksten :

« Vaste brandstoffen in het algemeen »

mg/m ³	Stof	SO ₂	NO _x
50-100 MW	50	2 000	650
100-300 MW	50	1 200	650
> 300 MW	50	400	650

« Vaste brandstoffen met een gehalte van minder dan 10 % vluchtige stoffen »

mg/m ³	Stof	SO ₂	NO _x
50-100 MW	50	2 000	800
100-300 MW	50	1 200	800
> 300 MW	50	400	650 »

3° Dezelfde bijlage wordt aangevuld door de volgende bepaling :

« Bij de uitbreiding van een stookinstallatie met ten minste 50 MW wordt de emissiegrenswaarde voor het nieuwe gedeelte vastgesteld in functie van het thermische vermogen van de gehele installatie. ».

Art. 8. Het besluit van 18 augustus 1986 wordt aangevuld met volgende bijlage :

« Bijlage II : Emissiemeting.

Regels voor de meting en beoordeling van de emissies van nieuwe installaties.

1° De meting van de concentraties zwaveldioxyde (SO₂), stof, stikstofoxyden (NO_x), en zuurstof vindt voor nieuwe installaties met een nominaal thermisch vermogen van meer dan 300 MW continu plaats. De controle op SO₂ en stof kan echter worden beperkt tot niet continue metingen of andere geschikte bepalingsmethoden,

procédures de détermination appropriées dans le cas où ces mesures ou ces procédures, qui doivent être vérifiées et reconnues par l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement peuvent être utilisées pour déterminer la concentration.

Dans le cas d'installations non visées au premier alinéa, l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement peut exiger que des mesures soient effectuées en continu pour ces trois polluants et pour l'oxygène, lorsqu'elles l'estiment nécessaire. Si des mesures en continu ne sont pas exigées, des mesures discontinues ou des procédures de détermination appropriées, approuvées par les autorités compétentes, sont utilisées périodiquement pour évaluer la quantité de substances mentionnées ci-dessus contenues dans les émissions.

2. En cas de modifications substantielles concernant le type de combustible utilisé ou le mode d'exploitation de l'installation, les autorités compétentes doivent être informées. Elles décident si les dispositions en matière de surveillance visées au paragraphe 1 restent adéquates ou nécessitent une adaptation.

3. Les appareils de mesure fonctionnant en continu doivent être vérifiés à intervalle régulier, en concertation avec les autorités compétentes. Les instruments de mesure des concentrations de SO₂, de poussières et de NO_x et d'oxygène doivent subir un étalonnage de base et un examen de leur fonctionnement à des intervalles réguliers appropriés. L'étalonnage des appareils de mesure fonctionnant en continu doit être effectué selon une méthode de mesure de référence approuvée par l'autorité compétente.

Bruxelles, le 20 juillet 1993.

Au nom du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président,
Ch. PICQUE

Le Ministre du Logement,
de l'Environnement de la Conservation de la Nature
et de la Politique de l'Eau,

D. GOSUIN

indien van deze metingen of deze methoden, die door het Brusselse Instituut voor Milieubeheer moeten worden getoetst en goedgekeurd, gebruik kan worden gemaakt voor de bepaling van de concentraties.

In het geval van installaties die niet in het eerste lid worden bedoeld, kan het Brusselse Instituut voor Milieubeheer eisen dat continueringen voor deze drie verontreinigende stoffen en voor zuurstof plaatsvinden wanneer zij dit noodzakelijk achten. Indien geen continueringen worden vereist, worden op gezette tijden niet-continue metingen of andere geschikte bepalingsmethoden, goedgekeurd door de bevoegde autoriteiten, gebruikt om de hoeveelheid van bovengenoemde stoffen, die in de emissies aanwezig zijn, te beoordelen.

2. Bij wezenlijke veranderingen in de gebruikte brandstof of de wijze van functioneren van de stookinstallaties moeten de bevoegde autoriteiten daarvan in kennis worden gesteld. Zij beslissen of de in punt 1 vermelde bepalingen inzake controle toereikend zijn dan wel aangepast dienen te worden.

3° In overleg met de bevoegde autoriteiten moeten continu werkende meetsystemen op gezette tijden worden gecontroleerd. De instrumenten voor het bepalen van de concentraties SO₂, stof en NO_x en zuurstof moeten op gezette tijden een ijking en een onderzoek van hun werking ondergaan. Continu werkende meetapparatuur moet worden gelijkgesteld volgens een referentiemeetmethode die door de bevoegde autoriteit is goedgekeurd.

Brussel, 20 juli 1993.

Namens de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Voorzitter,
Ch. PICQUE

De Minister van Huisvesting, Leefmilieu,
Natuurbehoud en Waterbeleid,

D. GOSUIN

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Administration du Comité supérieur de contrôle Nomination

Par arrêté royal du 11 septembre 1993, qui produit ses effets le 1^{er} août 1993, M. Menestret, J., inspecteur principal à l'administration du Comité supérieur de contrôle, est nommé commissaire adjoint à la même administration (cadre linguistique français).

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

Bestuur van het Hoog Comité van toezicht Benoeming

Bij koninklijk besluit van 11 september 1993, dat uitwerking heeft met ingang van 1 augustus 1993, wordt de heer Menestret, J., eerst-aanwezende inspecteur bij het Bestuur van het Hoog Comité van toezicht, benoemd tot adjunct-commissaris bij hetzelfde bestuur (Frans taalkader).

MINISTERE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 22 octobre 1993, il est mis fin aux fonctions de Mlle Depris, D., greffier à la justice de paix du canton de Binche, à partir du 1^{er} septembre 1993.

L'intéressée est admise à faire valoir ses droits à la pension et est autorisée à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêtés royaux du 21 octobre 1993 :

— est nommée greffier au tribunal de première instance de Mons, Mme Depireux, N., commis-greffier principal à ce tribunal;

— est nommé commis-greffier au tribunal de première instance d'Anvers, M. Vuylsteke, H., rédacteur principal au greffe de ce tribunal;

— est nommé commis-greffier principal aux tribunaux du travail de Namur et de Dinant, M. Maquet, A., commis-greffier à ces tribunaux.

Par arrêtés royaux du 22 octobre 1993 :

— est nommée commis-greffier principal au tribunal de première instance de Mons, Mme Saucez, M.-J., commis-greffier à ce tribunal;

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 22 oktober 1993 is een einde gesteld aan de functies van Mej. Depris, D., griffier bij het vrederegerecht van het kanton Binche, met ingang van 1 september 1993.

Betrokkene mag haar pensioen aanspraak doen gelden en het is haar vergund de titel van haar ambt eershalve te voeren.

Bij koninklijke besluiten van 21 oktober 1993 :

— is benoemd tot griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Bergen, Mevr. Depireux, N., eerst-aanwezende klerk-griffier bij die rechtbank;

— is benoemd tot klerk-griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, de heer Vuylsteke, H., eerst-aanwezende opsteller bij de griffie van die rechtbank;

— is benoemd tot eerst-aanwezende klerk-griffier bij de arbeidsrechtbanken te Namen en te Dinant, de heer Maquet, A., klerk-griffier bij die rechtbanken.

Bij koninklijke besluiten van 22 oktober 1993 :

— is benoemd tot eerst-aanwezende klerk-griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Bergen, Mevr. Saucez, M.-J., klerk-griffier bij die rechtbank;